



## Déclaration de la FSU14 au CTSD 21 janvier 2021

Mr le Directeur académique,

Prendre en compte la situation exceptionnelle liée à la crise sanitaire et au confinement est indispensable. Réduire les effectifs par classe est une nécessité, le gouvernement fait le choix inverse et continue sa politique de destruction du Service Public d'Éducation. Pourtant, notre ministre continue de prétendre préparer une rentrée « normale ». En parallèle, la poursuite de la Loi Transformation de la Fonction Publique, après avoir fait perdre leurs compétences sur les questions mobilité aux CAP, concerne depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021, les avancements et changements de grade. Un récent décret sur les comités sociaux d'administration (CSA) a entériné la suppression des CHSCT. Que dire du projet de Loi 4D, de la Loi de sécurité globale et de ses nombreuses mesures restreignant gravement les libertés publiques. Le gouvernement et le ministère, malgré la pandémie, poursuivent leurs contre-réformes et multiplient les décisions rétrogrades.

Dans son allocution du 14 janvier, notre ministre en est resté à des recommandations « *au cas par cas* », « *si possible* ». Dans ces conditions, comment parler d'un protocole sanitaire renforcé ?

La restauration scolaire devient une priorité pour le gouvernement alors que nous n'avons cessé d'alerter le gouvernement sur les conditions d'accueil des élèves. Après plusieurs jours de débats sur la fermeture des cantines, Jean-Michel Blanquer annonce que si la pression en terme d'effectifs et de brassage est trop forte, le temps de service pourra être allongé ou des repas à emporter proposés. Là encore, en fonction des possibilités et au cas par cas.

L'allongement de la durée du service est déjà mise en place par quelques établissements (conformément à ce qui est déjà préconisé dans la FAQ du ministère), et dans les autres, il y a déjà plusieurs services. Sauf à les étaler encore davantage entre 10h et 15h, cette annonce est inapplicable. Quant à la distribution de paniers repas à emporter, si les élèves sont amenés à déjeuner dans leur salle de classe, se pose alors la question de la surveillance de toutes ces salles de classe dans l'heure de midi, mais aussi des conditions sanitaires (nettoyage, aération, etc...).

La possibilité de passer en ½ groupe pour les collèges est annoncée pour les 4eme et les 3eme, au cas par cas, de manière exceptionnelle, quand des problèmes de locaux se posent. Et toujours sans aucun cadre national ! Autrement dit, l'immense majorité des collèges va rester dans un fonctionnement en classe entière, maintenant un niveau élevé de brassage dans l'établissement et créant une rupture d'égalité entre les élèves et les établissements. L'hybride recouvre bien des réalités, avec parfois le maintien de classes entières, une surcharge de travail évidente alors qu'un fonctionnement demi-groupes serait plus approprié à la fois d'un point de vue sanitaire et pédagogique, en y intégrant des aménagements de programmes.

Comment comprendre la décision au début de l'hiver d'interdire les activités dans les espaces couverts alors qu'il semble n'y avoir aucun problème à entasser les élèves en salle de classe ? Vu les conditions météorologiques actuelles, cette décision revient à supprimer purement et simplement l'EPS des enseignements pour les élèves. D'autres mesures auraient pu être prises et la FSU les portent depuis

le confinement du mois de mars : demi-groupes pour tous les cours d'EPS, renforcement de l'encadrement par l'emploi de nouveaux personnels. Ces quelques solutions auraient permis une gestion simplifiée des mesures barrière sans ôter un enseignement essentiel. La pandémie a fait la démonstration du besoin important de la pratique physique pour tous les jeunes, le bilan du confinement a montré les impacts importants en termes de santé publique sur la jeunesse de notre pays.

Et à nouveau ce sera aux équipes de s'organiser dans l'urgence sur le terrain, de repenser encore et encore l'organisation de leur enseignement sans accès aux installations sportives couvertes ni vestiaires avec un « guide de reprise de l'EPS », envoyé le samedi, dont le seul contenu est « débrouillez-vous » !

Loin des annonces médiatiques d'autosatisfaction de ces dernières semaines c'est un nouveau message de mépris qui est envoyé aux personnels.

Nous sommes aujourd'hui présents en CTSD pour examiner les moyens attribués à notre département et voir leur répartition. A effectifs quasi stable, nous dénonçons la perte de postes et l'augmentation des HSA qui ne fera qu'aggraver les conditions de travail en collège : classes surchargées, pression pour accepter toujours davantage d'heures supplémentaires, cela se traduira par une augmentation des mesures de carte scolaire et multiplication des postes partagés et un droit à muter restreint voire inexistant dans certaines disciplines.

D'autre part, nous ne nous satisfaisons pas de la manière dont vous comptabilisez les élèves d'ULIS. Nous demandons une prise en compte réelle de ces élèves dans le mode de calcul qui permet d'ouvrir une classe supplémentaire. L'inclusion ne peut être favorisée dans des classes surchargées.

Concernant l'inclusion des élèves, la généralisation des PIAL met à mal les conditions de travail des AESH et ne permet pas de répondre au plus près aux besoins des élèves. Les délais de mise en œuvre de l'accompagnement sont trop longs. Trop d'élèves ont un accompagnement calculé uniquement en fonction des moyens existants. Les AESH sont trop peu remplacé-es en cas d'absence, y compris lorsque les arrêts sont prévisibles comme les congés maternité. La FSU demande un recrutement d'AESH plus important afin que la priorité affichée de l'inclusion ne soit pas qu'un effet d'annonce.

Dans le 1<sup>er</sup> degré, les 7 emplois supplémentaires dans le Calvados sont une création *a minima* alors même que des contractuel-les ont été recrutés. La FSU dénonce cette entrée inédite de la précarité dans les écoles.

Par manque de volonté politique et de moyens octroyés, seules 38% des écoles en France verront leur quotité de décharge de direction augmenter à la rentrée 2021. Les écoles de 1 à 3 classes n'auront toujours pas de décharge hebdomadaire. La revalorisation reste largement insuffisante au regard de leurs missions.

La FSU revendique la mise en place d'emplois pérennes d'aides à la direction et au fonctionnement de l'école, un véritable allègement des tâches et une programmation pluriannuelle d'augmentation des décharges de direction.

Ces dotations ne permettront pas de répondre à la crise que nous traversons. Les besoins sont présents dans tous les domaines de l'éducation et pourtant aucun plan pluriannuel de rattrapage n'est prévu par le ministre. Pour toutes ces raisons, la FSU appelle l'ensemble des personnels de l'Éducation à se mobiliser lors de la journée de grève nationale le mardi 26 janvier prochain.